

## L'anthropologie en Colombie

Pierre Brizard

Volume 11, numéro 3, 1987

Une discipline, des histoires

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/006440ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/006440ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Brizard, P. (1987). L'anthropologie en Colombie. *Anthropologie et Sociétés*, 11(3), 103–116. <https://doi.org/10.7202/006440ar>

Résumé de l'article

L'anthropologie en Colombie

Fondée il y a près d'un demi-siècle par des chercheurs étrangers (dont l'ethnologue français Paul Rivet, alors en exil), l'anthropologie actuelle en Colombie présente des traits communs à tout le sous-continent latino-américain: un développement qui s'accélère après 1960, une pénurie chronique de moyens matériels, des difficultés politiques, mais aussi l'enthousiasme pour des champs de recherche nouveaux, des débats intenses et l'engagement de nombreux chercheurs, interpellés par une société en effervescence.

# L'ANTHROPOLOGIE EN COLOMBIE



Pierre Brizard

Le développement de l'anthropologie en Colombie peut être qualifié d'embryonnaire et de peu original, à l'image de ce pays sous-développé et dominé, qui est affecté depuis plusieurs années par la crise économique. Sous-financée (Arocha 1984a: 30), l'anthropologie colombienne connaît des problèmes de recrutement et un taux élevé d'abandon de la profession. Celle-ci regroupe tout au plus 450 professionnels, en majorité sous-employés ou en chômage.

Nous tenterons ici d'analyser brièvement cette situation. Mais auparavant, nous donnerons un aperçu historique de l'institutionnalisation de l'anthropologie en ce pays.

## ☐ Aperçu historique

L'anthropologie colombienne s'institutionnalise à partir des années 40 avec la création de l'*Instituto Etnologico Nacional* (I.E.N. 1941-1955) par l'anthropologue français Paul Rivet. Ce dernier marqua profondément et pour longtemps (en fait, jusqu'à aujourd'hui) le développement de la discipline.

Cela ne veut pas dire cependant qu'avant 1940 l'anthropologie était inexistante. Depuis le début du siècle, des étrangers et des Colombiens formés à l'extérieur du pays y effectuaient des recherches. On y trouvait déjà le *Servicio de Arqueología* (fondé en 1935, il fusionnera avec l'I.E.N. en 1945) ainsi que la *Escuela Superior Nacional* (École normale supérieure) qui, depuis sa fondation en 1935, dispensait des cours d'anthropologie aux futurs enseignants. Bien sûr, tout cela demeurait extrêmement limité et surtout, très exotique pour l'époque.

La deuxième étape de ce processus d'institutionnalisation débuta avec la création en 1953 de l'*Instituto Colombiano de Antropología* (ICAN), encore existant, qui fut chargé de la formation des professionnels jusqu'en 1964. Il perdit cette fonction avec la création, au début des années 60, des premiers départements d'anthropologie et se consacra ensuite exclusivement à la recherche. Aujourd'hui, il demeure le principal organisme public qui emploie des anthropologues.

Au début des années 60, le *Frente Nacional*<sup>1</sup> entreprend des transformations économiques, politiques et sociales que la *Violencia* rendait urgentes et que le peuple colombien exigeait tout autant que le gouvernement des États-Unis suite à la victoire de la révolution cubaine. On assiste alors au rapprochement entre l'État et les universités, au renforcement de l'infrastructure d'enseignement et de recherche et au développement de l'anthropologie appliquée (de type « classique » et « non engagée », la différence résidant dans le bénéficiaire principal...).

En fait, on considérait que la participation des anthropologues était nécessaire non seulement pour fournir les connaissances de départ, mais pour formuler et mener à bien certains programmes comme la réforme agraire, la réforme de l'éducation, la santé, le logement, la politique indigéniste. On les croyait capables de faciliter le changement (Jimeno 1984: 11-14). Le mouvement de remise en question de cette coopération, qu'on observera dans les années 70, prendra sa source dans ses résultats limités, voire négatifs.

C'est dans ce contexte que sont fondés les actuels départements d'anthropologie à l'*Universidad de los Andes* (1963), à l'*Universidad Nacional* (1966 bien qu'on y enseignât l'anthropologie au département de sociologie depuis 1963), aux universités d'Antioquia et du Cauca en 1970. Apparaissent aussi les principaux centres de recherches privés et publics : l'*Instituto Caro y Cuervo* pour la linguistique, la *Fundacion de Investigaciones Arqueologicas Colombianas* (FINARCO), l'ICAN mentionné plus haut et Colciencias pour développer la recherche en général.

L'institutionnalisation de l'anthropologie en Colombie se parachève en 1969 avec la création de la *Sociedad Antropologica de Colombia* (S.A.C.), une organisation professionnelle qui n'a cependant pas encore beaucoup de poids.

Analysons maintenant les principaux changements survenus dans plusieurs aspects de cette discipline depuis 15 ans.

## ☒ La diversification

La diversification touche l'anthropologie à plusieurs niveaux, autant dans sa subdivision interne et ses objets d'études que dans son approche théorique et méthodologique.

Parmi les sous-disciplines, c'est l'anthropologie culturelle, ou ethnologie, qui domine jusqu'en 1970. Si l'archéologie connaît également un essor important pendant cette période elle demeure cependant subordonnée à la première. La linguistique et l'anthropologie physique sont pratiquement absentes, si on exclut la brève période de la fin des années 40 où elles ont connu une croissance limitée, dans les travaux des premiers diplômés de l'EN.

Dans les années 70, le développement de l'archéologie s'accélère grâce au soutien de l'État (ICAN – FINARCO) et des étudiants de second cycle s'intéressent désormais

<sup>1</sup> Coalition des partis libéral et conservateur, instaurée en 1958 pour mettre fin à la période dite de la *Violencia* (décennie de guerre civile entre libéraux et conservateurs, n.d.t.). Pendant les 14 années suivantes, on verra alterner à la présidence les représentants des deux partis, pendant qu'ils se répartissaient l'ensemble des emplois publics à tous les niveaux.

à la linguistique, à l'*Universidad Nacional*, et à la linguistique aborigène à celle de *Los Andes* (en collaboration avec le C.N.R.S. français)<sup>2</sup>.

L'anthropologie physique pourrait aussi connaître une expansion, liée aux études sur la médecine populaire qui prennent actuellement beaucoup d'importance (Arocha et Friedemann 1984a: 10). L'État, depuis une dizaine d'années, patronne un ensemble de recherches visant à recueillir et à utiliser les connaissances populaires en ce domaine. En effet, divers secteurs de la population rejettent les programmes de santé que l'*Alliance pour le Progrès* a aidé à mettre sur pied, dans les années 60; en outre, l'État se voit dans l'incapacité financière d'élargir la couverture de ses services de base (Bermudez et Mendoza 1986).

Pour ce qui est de l'anthropologie culturelle, les domaines en développement récent sont l'ethnologie urbaine, l'ethnologie de l'éducation, l'ethnologie visuelle et la communication, l'ethnologie symbolique et cognitive. Nous examinerons plus loin certains des facteurs de cette croissance diversifiée sans entrer dans les détails. Globalement, on peut dire qu'elle répond aux besoins suivants: ceux – limités – exprimés par l'État dans ses programmes de développement, ceux – intéressés – de la Métropole<sup>3</sup>, les besoins du peuple colombien et ceux qui surgissent parmi les professionnels et les étudiants qui n'ont manifestement pas échappé aux transformations politiques, économiques et sociales survenues depuis 15 ans.

L'étude d'autres groupes ethniques que les indigènes des basses terres suscite un intérêt grandissant. Jusqu'à 1970, on pratiquait surtout une anthropologie d'« urgence » ou « de sauvetage » auprès de ces derniers: cela correspondait à l'appel de la Métropole, intéressée à les enregistrer ethnographiquement avant leur disparition mais non à des priorités nationales dans la définition des divers programmes ou études. En outre, cette anthropologie en venait à laisser de côté toute recherche longitudinale exigeant de visiter une communauté plus d'une fois (Arocha 1984a: 76).

Aujourd'hui, on étudie encore beaucoup ces groupes, en partie pour nourrir la théorie structuraliste avec des mythes de cette région, au risque de négliger d'autres aspects comme la problématique des contacts interethniques et la colonisation, phénomènes qui reflètent la politique de l'État dans ces régions (Arocha et Friedemann 1984b: 306). On voit aussi renaître le vieil intérêt pour les groupes indigènes des hautes terres en même temps qu'apparaît un intérêt nouveau pour les Noirs.

Par ailleurs, on s'intéresse davantage à la paysannerie, qu'elle soit métisse, indienne ou noire, à divers groupes urbains tels les enfants – *gamines* – les ouvriers, les vendeurs ambulants, les artisans et, plus récemment, à la femme.

Divers facteurs interreliés ont entraîné cette diversification. Si nous laissons de côté ceux qui tiennent aux seuls intérêts personnels – impondérables – des chercheurs, il

<sup>2</sup> Il faut espérer que ceci réussira à chasser du pays le tristement célèbre *Instituto linguistico de Verano* (ILV), puisque l'un de ses principaux arguments pour demeurer en Colombie était justement qu'il n'y avait pas de linguistes spécialisés. (L'I.L.V. est une organisation religieuse rattachée au fondamentalisme américain, qui utilise la connaissance des langues indigènes à des fins de prosélytisme. De nombreux chercheurs étrangers et latino-américains ont dénoncé son action auprès des autochtones. Voir Hvalkof et Aaby (1981), Stoll (1982) – n.d.t.).

<sup>3</sup> Dans le discours des sciences sociales en Amérique latine, le terme « Métropole », sans autre spécification, renvoie aux États-Unis et à l'Europe de l'Ouest, perçus comme le « centre » qui domine la « périphérie », le Tiers-Monde (n.d.t.).

en est d'autres qui se rattachent à la nature et au développement même de la société colombienne.

Les années 70 ont été marquées en Colombie par la protestation et la remise en question; cela a eu sur l'anthropologie un impact considérable dont on voit encore les traces aujourd'hui. Ce processus s'est traduit par un ensemble de critiques et de propositions qui, dans la mesure où elles seront mises en pratique, s'incorporeront au changement que connaît la discipline. Au sein de ce processus on distingue trois courants qu'Arocha et Friedemann définissent ainsi : a) le *matérialisme culturel engagé* (*materialismo cultural comprometido*) qui apparaît vers 1971, avec N.S. de Friedemann et J. Arocha, b) *l'anthropologie du débat* (*antropología del debate*) en 1972, avec H. Calle et G. Vasco, et c) la *recherche-action* (*investigación-acción*) autour de 1975, avec O. Fals-Borda et V.D. Bonilla. Ces trois courants ont en commun des formes d'anthropologie engagée, ce que Uribe (1981: 10) appelle la « nouvelle ethnologie ». Nous examinerons plus avant quelques-unes de leurs contributions et de leurs lacunes.

Le mouvement étudiant de la fin des années 60, qui s'inscrivait dans le prolongement du mouvement européen, joua aussi un rôle important. Très influencé idéologiquement par le marxisme, et politiquement par certains groupes maoïstes, il a incité à une profonde remise en question des professeurs, des programmes, des fondements théoriques, de l'utilité et des bases mêmes de la discipline (Uribe 1981: 8-9). Les produits de ce mouvement ont été, par exemple, l'ouverture de nouveaux domaines d'étude comme les relations entre la nation colombienne et ses minorités nationales, leurs modifications, la problématique rurale ainsi que l'apparition de nouvelles approches théoriques qui renouvelèrent considérablement l'anthropologie.

Paradoxalement, le chômage et le sous-emploi des diplômés sont également des facteurs qui, ajoutés aux autres, influencèrent la diversification de la discipline. Cela se fit cependant au détriment de l'approfondissement et de la spécialisation dans un domaine ou sur un thème particulier : les anthropologues colombiens, à la différence de leurs homologues de la Métropole, se voient souvent contraints, pour gagner leur vie, d'accepter des contrats qui les orientent vers les activités anthropologiques les plus diverses.

L'influence même de la Métropole, à laquelle l'anthropologie colombienne peut difficilement se soustraire, a joué aussi un rôle-clef dans le développement de nouveaux objets d'étude, comme les paysans, les femmes, les Noirs. Sa pénétration a été aussi importante au niveau théorique, comme nous le verrons plus loin.

Enfin, divers groupes de la société colombienne reconnaissent à nouveau après 1970 son caractère pluraliste, phénomène notable dans ce pays où le faible développement capitaliste se traduit par diverses manifestations de régionalisme et une faible homogénéité de la population.

Cependant l'initiative ne vint pas cette fois d'une « contre-élite » comme en 1965, quand le curé-guérillero Camilo Torres et le *Frente Unido*<sup>4</sup> projetaient d'atteindre une société ouverte et égalitaire. Ils proposaient l'adoption d'une stratégie qui, loin d'en finir avec la pluralité politique du pays, cherchait à canaliser les diverses formes d'activité sociale vers un changement révolutionnaire (Fals-Borda 1969: 161-163).

<sup>4</sup> Le *Frente Unido* (« Front uni ») rassemblait divers secteurs d'opposition autour d'une plateforme « socialiste ».

Cette fois, le point de départ fut les manifestations socio-économiques et culturelles de certains segments des classes populaires, comme l'*Asociación Nacional de Usuarios Campesinos* (ANUC, l'« Association nationale des paysans exploitants » créée en 1967) qui regroupe à la fois les fermiers métayers et même les petits producteurs indépendants; les ouvriers agricoles; divers secteurs urbains; les Noirs; les Indiens, etc. (Arocha 1984a: 83-85); et les divers courants de l'anthropologie engagée.

D'autres événements attirèrent l'attention de certains anthropologues et poussèrent également vers une diversification de la discipline. Parmi les plus importants, il y eut l'échec du projet de réforme agraire des années 60 qui prétendait remédier, en une décennie, à l'injuste distribution de la terre (2% des propriétaires possèdent 70% des surfaces cultivées). Cet échec déclencha après 1970 une série de mobilisations de paysans qui occupaient les grands domaines et d'indigènes qui, eux, ne voulaient que récupérer les terres qui leur appartenaient auparavant. Dans certaines zones, il faudra la répression violente pour venir à bout de ces mobilisations. Au fil des ans, les mobilisations paysannes diminuèrent en intensité, cependant que celles des indigènes se maintenaient en certains endroits et acquéraient même une nouvelle dimension. On commençait à lutter pour maintenir et développer l'identité nationale indienne: défenses des *resguardos* (« réserves »), des *cabildos* (gouvernements locaux autochtones), de la langue, de la culture, du territoire, etc. Des organisations régionales sont mises sur pied à partir de 1970, et une association nationale indigène, créée en 1982, s'est donné pour objectif la défense des revendications des autochtones.

Dans un autre ordre d'idées, on doit aussi tenir compte des tentatives du gouvernement de contrôler l'ANUC pour soumettre le mouvement paysan et recueillir les votes de ce secteur important: l'*Acuerdo Terrateniente* (« Accord foncier ») de Chicoral (1963) qui proposait aux paysans des « entreprises communautaires » pour les détourner de leur objectif (« La terre pour qui la travaille ») et maintenir intacte la structure foncière et le programme de Développement Rural Intégré (DRI) qui, également pour éviter de toucher aux grands domaines (*latifundio*), cherchait à améliorer le niveau technique de la micro-propriété (*minifundio*).

Les villes furent également la scène d'événements importants au fur et à mesure de leur croissance dans un pays qui cessait d'être fondamentalement rural<sup>5</sup>. Quelques-uns de ces nouveaux arrivants avaient été expulsés par le développement capitaliste, mais la plupart l'étaient par le sous-développement même des campagnes: en ville ils ne trouvaient pas d'emploi ni les services publics essentiels. Les protestations, qui prenaient souvent la forme du *paro civico* (« grève civique », i.e. cessation de toute activité dans les villes) ne se firent pas attendre. Dans la mesure où la question agraire des années 60 cédait le pas à la question urbaine des années 70, il devenait urgent pour l'État de trouver des solutions avant que la situation ne devienne incontrôlable. Si nous ajoutons à cela le besoin d'une planification, même limitée, on comprend pourquoi un autre courant de chercheurs s'est consacré à ce domaine d'études, en réponse soit à leurs propres préoccupations, soit à l'appel de l'État.

La crise économique qui affecte présentement le pays vint compléter le tableau. Plus évidente dans l'industrie, où elle entraîna une avalanche de faillites et de mises à pied massives, elle contribua au chômage, de pair avec l'émigration rurale vers les villes. L'insé-

<sup>5</sup> Alors qu'en 1938, près de 70 % de la population colombienne vivait à la campagne, en 1985, les proportions étaient inversées, avec 70 % de citadins.

curité et la désintégration sociale s'accrurent. La contestation ouvrière déboucha après 1978 sur quatre « grèves civiques » nationales. Les conditions de vie de larges secteurs de la population se détériorèrent; on vit se multiplier les *gamines* (enfants abandonnés), les vendeurs ambulants. En réponse le gouvernement dut prendre des mesures et tout ceci devint, progressivement, l'objet de discussions, d'études, et parfois même d'emplois pour les anthropologues.

Des événements internationaux influencèrent le développement de l'anthropologie et contribuèrent à sa diversification. Signalons, entre autres, les mouvements de décolonisation en Afrique, les succès des paysans chinois dans la construction du socialisme, le triomphe du peuple vietnamien dans sa lutte de libération nationale contre l'armée la plus puissante de la planète, sans oublier les préoccupations de la Métropole devant l'éveil politique de la paysannerie latino-américaine et la montée des protestations urbaines et ouvrières, le mouvement féministe mondial, le mouvement noir aux États-Unis, les diverses « solutions » apportées par les organismes internationaux, etc., autant d'événements qui amenèrent certains thèmes de recherche et certaines branches de l'anthropologie à se développer davantage.

La théorie et la méthodologie, pour leur part, ne connurent pas de changement vraiment original. On se limita à reprendre ici ce qui se passait ailleurs. C'est ainsi qu'après avoir connu l'historicisme dans les années 30 et 40, et le fonctionnalisme dans les années 50, on adopta le structuralisme dans les années 60, puis le matérialisme culturel, le néo-évolutionnisme, le structuro-marxisme, et même le marxisme dans les années 70.

De même, au plan méthodologique, on commença à remettre en question la « communauté » comme objet privilégié de recherche (Pineda 1981: 5). Les défenseurs de l'anthropologie engagée jouèrent ici un rôle important en signalant comment la problématique de la « communauté » était dans une large mesure déterminée par sa dépendance des niveaux supérieurs: régional, national et international (Arocha 1984b: 272). Désormais préoccupés par l'utilisation trop exclusive de l'observation participante dans le cours de la recherche, les anthropologues « innoveront » au plan de la méthode, en utilisant les techniques visuelles, les statistiques, les enquêtes, les archives et la tradition orale, ce qui se faisait déjà dans la Métropole. Dans ce domaine, les anthropologues engagés ont eu également une certaine importance.

## ☒ La remise en question

La période qui s'ouvre en 1970 en fut une de critique et de redéfinition qui, toutes proportions gardées, marque un changement important, bien que limité, dans l'anthropologie colombienne.

C'est pendant cette période que l'on commence à remettre en question ce qu'avait été jusqu'alors l'anthropologie en Colombie, une anthropologie d'« urgence » ou de « sauvetage », comme nous l'avons déjà dit, fondée sur les prémisses du relativisme culturel depuis sa consolidation dans les années 40, lorsque ce dernier réagissait au déterminisme racial dominant. Le relativisme culturel se caractérisait par l'absence de grandes préoccupations ethniques et par l'illusion et la valorisation de la neutralité scientifique (Arocha et Friedemann 1984).

Cela s'explique, entre autres, par le fait que Paul Rivet et Gerardo Reichel-Dolmatoff, respectivement fondateurs de l'I.E.N. et du premier département d'anthropologie du pays, à l'*Universidad de Los Andes* (Dussan de Reichel 1965: 2-11), deux institutions parmi les plus importantes de l'époque, avaient résolu de calquer leurs programmes respectifs sur celui proposé par l'*establishment* académique international.

La remise en question de ce type d'anthropologie visait les objectifs suivants: a) développer une science qui nous soit propre, qui n'écrase pas la pluralité culturelle et qui réponde aux intérêts de ceux qui sont les sujets de notre étude, dépassant ainsi le stade où ces derniers faisaient l'objet de descriptions qui ne tenaient pas compte des graves problèmes économiques, sociaux et politiques qui les affectaient, b) rejeter la soi-disant neutralité scientifique, considérant que toute science est finalement engagée, d'un côté ou de l'autre.

En plus de cette base commune, chacune des nouvelles propositions soutenait un ensemble de principes explicites ou sous-entendus.

Dans le cas de l'*anthropologie du débat*, on note, par exemple, le rejet du concept d'acculturation. À la mode depuis 25 ans, comme le signale Arocha (1984b: 272), ce concept cadrait avec les diverses politiques réformistes du gouvernement, mais cachait une réalité indiscutable: les « acculturés » finissent toujours par perdre leur identité au profit des « accultureurs ». Jusque-là beaucoup d'anthropologues praticiens (*antropologos aplicados*) définissaient les cultures non occidentales comme « réceptrices » et les autres comme « innovatrices »: on voit donc l'importance du changement qui eut lieu (Arocha 1984b: 250).

Cependant, on peut difficilement être d'accord avec une série de principes énoncés par les tenants de ce courant: Horacio Calle, par exemple, déclarait à Luis Wiesner lors d'une entrevue qu'il ne faut pas se servir d'appareils photos, de magnétophones, de calculatrices ou de machines à écrire sur le terrain parce que ces appareils créent une distance entre le chercheur et l'informateur, en plus de pousser ce dernier à la consommation de superflu (Wiesner et Calle 1976: 2-9). En outre, ces anthropologues considéraient la publication comme une forme d'exploitation dans la mesure où elle accroît le prestige du chercheur mais non celui des sujets de la recherche; ils rejetaient la langue anglaise et toute la littérature anglo-saxonne parce qu'elles symbolisent la domination culturelle et économique. Ils répudiaient même l'anthropologie comme telle puisqu'elle était née dans le cadre colonial.

Conséquents avec leur programme, ces anthropologues se sont limités à *miméographier* (puisque'ils ne voulaient pas *publier*...) la revue RANA, qui présentait des écrits anonymes et très critiques sur divers thèmes reliés à l'anthropologie, la recherche faite par des étrangers, les programmes gouvernementaux et l'analyse de la société colombienne. À l'*Universidad del Cauca*, où se trouvaient plusieurs tenants de cette approche, le débat s'élargit jusqu'à inclure même le processus d'enseignement-apprentissage: on remplaça les livres et les revues par la tradition orale, en même temps qu'on énonçait des propositions hasardeuses sur la restructuration du programme. Par exemple, on en vint à proposer des cours expérimentaux, sous les titres de COCA I et COCA II, pour remplacer les cours traditionnels d'*Ethnologie colombienne* (Arocha 1984a: 98).

Quant à l'engagement personnel que proposaient les chercheurs, il se mesurait essentiellement par la capacité d'abandonner son identité professionnelle pour adopter celle



des gens étudiés qu'on voulait, de la sorte, aider (Arocha 1984a: 83). Selon Calle, qui travaillait surtout avec les indigènes, il fallait devenir Indien et cesser d'être anthropologue.

Beaucoup ont vu dans cette proposition quelque chose d'original, de bien-de-chez-nous (*criollo*). Ils ne savaient pas, peut-être parce que la littérature de langue anglaise était « interdite », à l'époque, que des anthropologues américains avaient déjà fait la même expérience, dans divers points du Tiers-Monde.

L'anthropologie engagée comprend également la *recherche-action*, que l'on pourrait résumer brièvement comme le projet d'effectuer des études qui impliquent la communauté dans son propre développement et lui permettent de participer à la recherche de solutions à ses problèmes, réels et perçus (Herrera et Lobo-Guerrero 1984: 450). On la retrouve aussi dans le *matérialisme culturel engagé*, lequel exigeait entre autres choses nouvelles la symétrie entre les chercheurs étrangers et nationaux et le retour de l'information de la Métropole vers la Périphérie (Friedemann 1971: 11-13).

L'anthropologie engagée débouchera sur diverses options professionnelles. La principale fut la participation à la bureaucratie étatique, surtout à l'Institut colombien de réforme agraire (INCORA) et à certaines stations régionales de l'ICAN (Uribe 1981: 9). Quelques anthropologues appuyèrent activement les luttes et la consolidation de diverses organisations de base. D'autres utilisèrent leurs connaissances pour trouver des solutions adéquates en dehors du Gouvernement et des institutions officielles. D'autres encore se consacrèrent plutôt à la diffusion de leur nouvelle problématique. Certains d'entre eux trouvèrent dans l'activisme politique une option professionnelle; ils oublièrent qu'ils étaient anthropologues, ne réalisèrent plus de recherches et ne recueillirent pas de données ethnographiques qui, en plus de servir le développement scientifique, auraient pu être utilisées par l'organisation des secteurs populaires avec lesquels ils militaient (Arocha 1984b: 277).

Les facteurs qui expliquent cette phase de remise en question sont nombreux. Nous avons déjà signalé les plus importants : échec de programmes gouvernementaux, influence du marxisme dans les universités, croissance quantitative de l'anthropologie, luttes du peuple en général et des étudiants en particulier. En outre, en réponse à la répression qu'elles subissaient, les principales organisations de masses commencèrent à filtrer la recherche qui se faisait parmi leurs membres : l'ANUC, association paysanne, à partir de 1970, l'ONIC, organisation indigène, peu après sa naissance au début des années 80. Elles en vinrent à contrôler les mouvements des anthropologues dans leurs zones d'influence, les obligeant ainsi à changer leur approche traditionnelle s'ils voulaient étudier ces communautés. La constitution de la SAC (*Sociedad Antropologica de Colombia*) en réponse au massacre d'Indiens cuivas sur la Rubiera (1967), et la répression violente des Guahibos à Planas (1970) permit de remettre en cause le type d'anthropologie « pure et neutre » qu'on pratiquait jusqu'alors et de mettre l'accent sur l'exercice d'une éthique critique (Pineda 1979: 5). Suivant cette orientation, la SAC ouvrit le débat dans son bulletin *Micronoticias* (« Micro-nouvelles ». Il permit aux anthropologues de dire ouvertement ce qu'on communiquait difficilement dans un organisme d'État.

Même si la politique du bulletin changea avec les années, un rappel des thèmes traités nous montre qu'ils étaient polémiques et variés : l'explication des concepts d'ethnocide et de génocide, la dénonciation du prosélytisme religieux de l'*Instituto lingüístico de Verano* (ILV), le refus de laisser piller les cultures indigènes au profit des musées étrangers

et de la mise à sac des sites précolombiens (*guaqueria*) en les considérant comme des atteintes au patrimoine national, la valorisation des luttes populaires en général (indigènes, paysans, Noirs, etc.), l'annonce d'événements scientifiques et culturels importants et l'attention portée à l'éthique de la recherche étrangère (Friedemann 1984: 403). Le débat autour de ces thèmes influença la redéfinition de la discipline.

Le comportement des chercheurs étrangers fut aussi vivement critiqué. On les accusa de débarquer chez nous dans le cadre de projets d'« anthropologie de sauvetage » ou « d'urgence », sans se soucier du fait que le pays puisse avoir d'autres priorités et besoins, de chercher avant tout leur gloire personnelle, de soutirer des données et de ne pas faire connaître ici le résultat de leurs travaux, et de s'abstenir de tout engagement auprès des sujets de leurs recherches au nom de la neutralité politique et du non interventionnisme international (Friedemann 1971). À un moment où le mouvement étudiant était fort, l'anthropologie engagée très présente, la domination de la Métropole toujours plus durement ressentie et remise en question, les cas d'ethnocides plus fréquents, et le rejet de l'ILV généralisé, le problème des chercheurs étrangers devint rapidement un facteur important de consolidation de la nouvelle anthropologie.

Parmi les facteurs internationaux qui aidèrent la naissance de l'anthropologie engagée, on compte, sans doute aucun, la Déclaration de la Barbade<sup>6</sup> (1971) à cause de ses réflexions politiques et éthiques sur l'anthropologie, et les éclaircissements concernant la portée de l'engagement des anthropologues dans les institutions étatiques et les appareils scientifiques gouvernementaux (Friedemann 1984: 408).

D'autres événements stimulèrent la prise de conscience des anthropologues colombiens: la révolution culturelle chinoise, particulièrement à cause de ses revendications concernant les minorités, que les groupes maoïstes firent connaître; les discussions dans la Métropole américaine sur l'éthique de la science dans la recherche au Tiers-Monde et son utilisation par le gouvernement américain (comme dans le cas célèbre du Viêt-nam); et les mêmes discussions, élargies à toute l'Amérique latine, quand on découvrit le Projet Camelot, au Chili.

## ☒ Les obstacles

Parmi les plus importants obstacles au développement de l'anthropologie colombienne depuis vingt-cinq ans, la *répression* figure en bonne place. Comparé à d'autres professionnels, les anthropologues n'ont pas beaucoup souffert de répression violente: leur travail est demeuré moins engagé que d'autres, (en raison de la nature même du projet anthropologique) et moins bien connu (puisque la majorité de ses praticiens ne publient pas ou le font de manière anonyme).

Mais le terrain où ils exercent, la campagne colombienne, est redevenu depuis quelques années dangereux. La situation de guerre non déclarée, les affrontements continus entre la guérilla et l'armée, la militarisation constituent un obstacle majeur, dans plusieurs régions, à la recherche anthropologique, voire même au simple déplacement sur

<sup>6</sup> Elle fut énoncée à la suite d'un symposium à Bridgetown, Barbade, en 1971. La réunion regroupait surtout des anthropologues préoccupés par les questions d'ethnocide et de génocide qui affectent les groupes indigènes des régions forestières (pour le texte de la déclaration, voir *De l'ethnocide* (en coll.): (419-430). (Il y a eu une deuxième Conférence de la Barbade, en 1978, dont les préoccupations se sont étendues à l'ensemble des groupes indiens d'Amérique. Pour les textes de la deuxième rencontre, voir *Indianidad y descolonización* (en coll.) — n.d.t.).

le territoire. À ces conflits socio-politiques s'ajoute celui des trafiquants de drogues : leurs activités « agricoles » (culture de la coca et de la marijuana) et « industrielles » (leur transformation) occupent aujourd'hui de vastes secteurs de la campagne et y rendent toute recherche très difficile. Faudrait-il voir là l'un des facteurs du développement récent de l'anthropologie urbaine ?

Rien d'étonnant à ce que, dans ce contexte, une méfiance extrême se soit emparée de nombreuses communautés indigènes qui n'acceptent pas facilement la présence chez eux d'étrangers, anthropologues ou pas ; il y va de leur sécurité.

En outre, les anthropologues ont partout eu à faire face à la répression non violente. À partir de 1970, règne dans les milieux officiels la conception — confirmée par le Statut de Sécurité de 1978 — selon laquelle l'opposition s'assimile, en pratique, à la subversion. Les fermetures fréquentes des universités d'Etat, soit par manque de fonds, soit pour riposter aux mouvements étudiants, la persécution et les menaces voilées à l'encontre de beaucoup d'anthropologues protestataires ou engagés, la partisanerie politique, le patronage, les professions obligées de « loyauté » et les renvois injustifiés qui accompagnent presque toujours toute forme d'activité professionnelle, voilà quelques-unes des manifestations de répression non violente qui affectent de manière diverse les anthropologues et leur discipline. De telle sorte que beaucoup se sont vus obligés d'abandonner ou de restreindre leurs travaux, ou plus simplement, se sont vu refuser des postes, des contrats de recherche, des subsides, etc.

Une autre difficulté importante provient du fait que les *anthropologues n'ont pas encore acquis le droit de parole* : ils sont encore pratiquement inconnus et personne ne sait exactement ce qu'ils peuvent bien faire. Parmi les multiples facteurs responsables de cette situation, signalons le manque de publications (avec ou sans excuses...) qui caractérise la profession, la faible influence du principal regroupement, la SAC, l'image des anthropologues comme « indialogues », archéologues, promoteurs du retour en arrière, passésistes (Jimeno 1984: 22) et l'isolement de la discipline dans ses bureaux, musées et université. La description même que donne le gouvernement de notre métier est si absurde qu'elle ne sert qu'à désorienter et à faire fuir les candidats ou commanditaires possibles.

Tout cela est rendu possible du fait qu'il n'existe pas réellement ici une atmosphère, un système de valeurs et une conscience sociale qui débouche sur un développement scientifique propre. Au contraire, comme le montre Restrepo (1980), la science n'a jamais été un facteur important pour l'établissement de la nation comme elle l'a été et l'est encore dans la Métropole. On s'en est servi à l'occasion, quand les circonstances l'exigeaient.

C'est dans ce contexte global qu'il faut situer les activités au sein du milieu académique. Les quatre départements qui existent aujourd'hui dans le pays sont petits, ne couvrent pas tout le champ de la discipline, n'offrent pas d'études de second et troisième cycles, possèdent peu d'enseignants très qualifiés (presque pas de doctorats et peu de maîtrises) et sont soumis à un ensemble de pressions qui menacent la survie de certains d'entre eux.

En ce qui concerne les chercheurs étrangers, peu de leurs rapports et résultats de travail sont rédigés en espagnol ou déposés à la Bibliothèque nationale, comme l'exige la loi. Pour plusieurs d'entre eux, la Colombie n'est qu'un tremplin pour leurs études

ou leur carrière. Rares sont ceux qui reviennent au pays ou démontrent un intérêt pour le développement de l'anthropologie colombienne et de ses anthropologues et pour la résolution des graves problèmes auxquels notre société fait face.

Le Gouvernement a essayé de mettre un peu d'ordre dans ce domaine controversé, après les protestations d'une bonne partie de la communauté anthropologique contre les faits ci-dessus mentionnés, plus particulièrement contre le rôle de l'LLV (voir note 2). En 1975, il promulga la loi 626 bis sur le contrôle de la recherche étrangère dans le pays et chargea l'ICAN de veiller à son application. Plus personne ne parle de cette loi aujourd'hui. Et Friedemann a montré clairement (1984: 403-414) que, même lorsqu'elle fut appliquée, au début, la direction de l'ICAN s'en est seulement servi comme d'une sorte de guérite pour imposer un péage à ceux qui voulaient entrer dans le pays... Le taux était de 30% du budget de la recherche, payable en équipement et matériel; à partir de ce moment, la Colombie commença à troquer des informations anthropologiques contre des marchandises, qui bien sûr n'étaient pas destinées aux populations étudiées. En outre, la loi ne concernait que les communautés indigènes et laissait de côté toutes les recherches anthropologiques étrangères sur d'autres types de communautés: or, les « expériences » qu'on y effectue peuvent souvent être remises en question d'un point de vue éthique (Friedemann 1984: 413-414).

En ce qui concerne la *recherche*, cet aspect-clé du développement de toute science, les difficultés sont également nombreuses et importantes. Laissant de côté l'éternel problème du manque de fonds, il faut souligner l'absence d'intérêt du Gouvernement à son égard. Pire, il la décourage et s'en méfie. « Nous disposons de plusieurs études » répètent fréquemment les hauts fonctionnaires. Il n'existe pas d'ordre de priorité qui puisse orienter les recherches et on éprouve toujours les mêmes difficultés, les retards et le « piston » (*palanca*) pour l'approbation des projets.

Nous touchons ici à certaines idiosyncrasies colombiennes... Les possibilités de promotion et l'obtention de financement ne dépendent pas, souvent, du rendement mais bien du « piston ». Cette pratique de favoritisme affecte beaucoup le développement de l'anthropologie puisque, à la différence de la Métropole, ce n'est pas l'incompétence qui cause le renvoi mais le changement de gouvernement, voire de supérieurs. On a perdu ainsi de nombreux chercheurs et enseignants de valeur tandis qu'on en a conservé d'autres, parfois moins qualifiés.

Dans un pays comme la Colombie, les universités ne se voient pas reconnaître la même vocation de recherche que dans les pays capitalistes avancés, ce qui s'explique en partie par le manque de ressources et d'appuis. Elles sont obligées de retransmettre, avec un retard de plusieurs années parfois, les développements scientifiques de l'extérieur. Leur bureaucratization et les difficultés qu'ont les professeurs à se libérer des tâches administratives et académiques ne font rien pour changer cette situation.

Ajoutons à cela que plusieurs programmes universitaires de recherche et d'action sociale, financés par des organismes étrangers, ont été abandonnés en raison des critiques portant sur leur conception du développement et sur l'utilité de l'anthropologie appliquée, provenant tant de marxistes que de l'anthropologue mexicain Guillermo Bonfil-Batalla. On comprend mieux alors pourquoi on assiste aujourd'hui à un sérieux divorce entre l'université et la recherche, situation qui met en danger le développement même de l'anthropologie (Herrera et Lobo-Guerrero 1984: 445).

Les défenseurs de l'anthropologie appliquée se transformèrent eux-mêmes en obstacles au développement de la science en rejetant pratiquement la recherche pure parce qu'elle ne tient pas compte des besoins immédiats des secteurs populaires. Ils ne se doutaient pas qu'ils condamnaient le pays à jouer un rôle encore plus secondaire dans un domaine scientifique en se limitant de fait à appliquer et vérifier ici – et souvent de façon erronée – ce qu'on découvrirait à l'étranger : mentalité retardataire qui ne faisait que favoriser cette Métropole qu'ils critiquaient tant.

Il en résulta une rupture, dès les années 60, entre l'État et les universités, qui vint restreindre encore les ressources disponibles pour l'enseignement et la recherche. Ce n'est qu'en 1983 que le département d'anthropologie de l'*Universidad de Los Andes* et le Gouvernement ont signé une entente pour étudier certains aspects de la problématique indigène contemporaine afin de suggérer des solutions.

Le chômage massif qui affecte la profession dans son ensemble exerce aussi une influence négative sur le développement de l'anthropologie, en obligeant beaucoup de professionnels à travailler dans d'autres domaines, pas toujours connexes à leur discipline. Cela entraîne souvent la perte de personnes de grande valeur qui, d'une manière ou d'une autre, auraient pu apporter quelque chose à la science. Y contribue également la position inférieure qu'occupent les anthropologues par rapport à d'autres professions dans les échelles de classification et de salaire du gouvernement. L'anthropologie ne débouche pas sur une pratique occupationnelle spécifique; comme le signale Catano cela permet « le transfert de savoir-faire professionnels, donc la pratique de diverses occupations, mais aussi que l'anthropologue puisse être remplacé par beaucoup d'autres professionnels, ce qui occasionne une grande concurrence pour les quelques emplois disponibles » (1980: 68).

## ☒ Conclusion

Les problèmes qui affectent l'anthropologie colombienne aujourd'hui sont profonds et nombreux. Ils ne signifient pas la paralysie, cependant, et ils ne seront pas forcément permanents. Malgré tout, on fait de l'anthropologie en Colombie. Depuis quinze ans, on a établi les bases du développement d'une science plus en accord avec les besoins réels du pays, plus engagée et moins dépendante (Herrera et Lobo-Guerrero 1984: 449). Plus d'anthropologues sentent – contrairement à ce qui s'est passé avant – qu'il est valable de faire de la recherche fondamentale et de publier. On critique ce qu'a été notre pratique, jusqu'à ce jour. Les secteurs populaires luttent pour un changement au niveau de la société: ce dernier entraînerait à coup sûr l'essor de la discipline. Déjà, les objets traditionnels d'étude ont changé. Il ne fait aucun doute pour nous que l'anthropologie colombienne saura brûler les étapes et se mettre à jour.

*(Texte inédit en espagnol traduit par Pierre Beaucage)*

## RÉFÉRENCES

### AROCHA J.

- 1984a « Antropología en la historia de Colombia. Una vision », in Arocha et Friedemann (1984).  
 1984b « Antropología propia: un programa en formación »: 253-300, in Arocha et Friedemann (1984).

### AROCHA J. et N.S. de Friedemann (éds)

- 1984 *Un siglo de investigación social. Antropología en Colombia*. Bogota: Etno.  
 1984a « Prólogo »: 1-25, in Arocha et Friedemann (1984).  
 1984b « Antropología entre indígenas »: 303-379, in Arocha et Friedemann (1984).

### BERMUDEZ S. et E. Mendoza

- 1986 *Evaluación del gasto público en el sector salud 1975-1985; historia y empiricismo; un informe no convencional*. Bogotá: Contraloría general de la República. (Polycopié).

### CATANO G.

- 1980 « La sociología en Colombia. Balance y perspectivas »: 51-81, in *Tercer Congreso Nacional de Sociología*. Bogotá: Asociación Colombiana de Sociología.

### DUSSAN de REICHEL A.

- 1965 *Problemas y necesidades de la investigación etnológica en Colombia*. Bogotá, Universidad de los Andes. Antropología no 3.

### EN COLLABORATION

- 1972 *De l'ethnocide*. Paris: Union Générale d'Éditions.

### EN COLLABORATION

- 1979 *Indianidad y descolonización. Documentos de la segunda reunión de Barbedos*. Mexico: Nueva Imagen.

### FALS-BORDA O.

- 1969 *Subversion and social change in Colombia*. New York: Columbia University Press.

### FRIEDEMANN N.S. de

- 1971 « Antropólogos y antropología en Colombia: sus responsabilidades », *Universidad Nacional*, 9: 15-16.  
 1984 « Ética y práctica del antropólogo: compromiso profesional »: 381-428, in Arocha et Friedemann (1984).

### HERRERA X. et M. Lobo-Guerrero

- 1984 « Investigación socio-médica en Colombia: responsabilidad y compromiso »: 429-463, in Arocha et Friedemann (1984).

### HVALKOF S. et P. Aaby

- 1981 *Is God an American?* Copenhagen: International Working Group on Indigenous Affairs.

### JIMENO M.

- 1984 « Consolidación del Estado y antropología en Colombia », *Ciencia, Tecnología y Desarrollo* (s.n.): 5-25.

### PINEDA-CAMACHO R.

- 1979 *Etapas de la antropología colombiana*. Bogotá: Universidad de los Andes. (Mimeo).  
 1981 « La antropología en la década de los setenta: una visión retrospectiva », *Noticias Antropológicas*, 70-71-72: 5-6.

## RESTREPO G.

1980 « El Departamento de Sociología de la Universidad Nacional y la tradición sociológica en Colombia »: 21-50, in *Tercer Congreso Nacional de Sociología*. Bogotá: Asociación Colombiana de Sociología.

## STOLL D.

1982 « The Summer Institute of Linguistics and indigenous movements », *Latin American Perspectives*, 9, 2: 84-99.

## URIBE C.A.

1980 « La antropología en Colombia », *América indígena*, 40, 2: 282-308.

1980-81 « Contribución al estudio de la historia de la etnología colombiana 1970-1980 », *Revista Colombiana de Antropología*, 23: 19-35.

1981 « La etnología colombiana en la década del 70 », *Noticias Antropológicas*, 70-71-72: 7-10.

## WIESNER L. et H. Calle

1976 « Tres posibilidades de acción », *Rana*, 1, 3: 2-9.

## RÉSUMÉ / ABSTRACT

### *L'anthropologie en Colombie*

Fondée il y a près d'un demi-siècle par des chercheurs étrangers (dont l'ethnologue français Paul Rivet, alors en exil), l'anthropologie actuelle en Colombie présente des traits communs à tout le sous-continent latino-américain: un développement qui s'accélère après 1960, une pénurie chronique de moyens matériels, des difficultés politiques, mais aussi l'enthousiasme pour des champs de recherche nouveaux, des débats intenses et l'engagement de nombreux chercheurs, interpellés par une société en effervescence.

### *Anthropology in Colombia*

Colombian anthropology was founded nearly fifty years ago by foreign-born scholars (such as the French ethnologist Paul Rivet, then in exile). From 1960 to the present day, it has increasingly come to show many likenesses to Latin America in general: a chronic lack of financial support, political problems, but also enthusiasm for new fields of research, intense debates, and social activism on the part of those responding to the call of a society in turmoil.

Pierre Brizard  
Departamento de Antropología  
Universidad de Los Andes  
Bogotá, Colombie